Les journalistes font front commun avec Rémy Buisine, frappé au sol par des policiers

Le journaliste Rémy Buisine, frappé à plusieurs reprises par des policiers lors de la manifestation parisienne du 1^{er} mai, reçoit aujourd'hui le soutien d'une trentaine de rédactions. Il a porté plainte auprès de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN).

Dans un communiqué, une trentaine de Société des journalistes (SDJ), dont celle de France Télévisions, du Parisien, et la Société des personnels de l'Humanité, apportent leur soutien à Rémy Buisine, journaliste victime de violences policières.

Le 1^{er} mai dernier, alors qu'il couvre la manifestation parisienne, le reporter du média en ligne Brut est d'abord touché par une grenade de désencerclement. Plus tard, il est de nouveau projeté au sol par une charge policière. Là, deux policiers le frappent : le premier à l'épaule avec sa matraque, juste avant que l'autre ne lui porte un coup de pied à la tête.

Je viens de recevoir une vidéo du coup de matraque et coup de pied que j'ai reçu par deux policiers durant la manifestation du 1er mai.

Dans cette vidéo, je suis au sol après avoir reçu un coup de bouclier, un policier se détourne pour me mettre un coup de matraque dans... <u>pic.twitter.com/2H7hMtI1wj</u>

— Remy Buisine (@RemyBuisine) May 4, 2023

Vidéos à l'appui, Rémy Buisine dénonce d'abord cette agression sur Twitter, dont il souligne le caractère intentionnel. Puis, le 5 mai, il dépose plainte auprès de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) contre les deux policiers, pour « violences volontaires aggravées par personne dépositaire de l'autorité publique ». Une enquête avait déjà été ouverte par le parquet de Paris en novembre 2020, après que Rémy Buisine ait été « molesté » par un policier tandis qu'il couvrait l'évacuation d'un camp de migrants.

Un journaliste « clairement identifiable »

« Les violences des forces de l'ordre sont inadmissibles dans un État de droit, où la liberté de la presse et la liberté d'informer ne doivent en aucun cas être entravées », écrivent aujourd'hui les rédactions mobilisées en soutien au journaliste, qui soulignent que Rémy Buisine était « clairement identifiable en tant que journaliste » lors de la manifestation du 1^{er} mai. Dans le communiqué, elles dénoncent aussi « des messages mettant en doute sa qualité de journaliste ou son sens des responsabilité », publiés sur les réseaux sociaux à l'issue de la manifestation.

Un reproche qui, sans le nommer, semble être en partie adressé à Stéphane Vojetta, député de la 5^e circonscription des Français de l'étranger. Interpellé par un internaute sur les violences subies par Rémy Buisine, celui qui a été exclu du parti présidentiel en mai 2022 s'était fendu d'un tweet douteux. *« J'en pense*

1 sur 4 09/05/2023 17:01

que "journalistes" est un de ces mots qui est de plus en plus galvaudé [...]. Dans notre société les actes ont des conséquences et il faut les assumer », avait-il écrit le 1^{er} mai, avant de supprimer le message.

La France a peut-être gagné deux places dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse, produit par Reporters sans frontières (RSF). Mais chaque étape du mouvement social en cours charrie encore avec elle son lot d'intimidations et de violences à l'encontre des journalistes. C'est pourquoi les rédactions mobilisées concluent leur communiqué en appelant une nouvelle fois « les responsables politiques et le gouvernement à dénoncer ces violences afin qu'elles ne se reproduisent plus ».



L'Humatinale

Du lundi au vendredi, l'actu essentielle décryptée par la rédaction de l'Humanité.

2 sur 4 09/05/2023 17:01